

La Troïka dynamite le casino ... et le peuple chypriote

lundi 25 mars 2013, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mars 2013).

Le nouveau plan de « sauvetage » de Chypre dépasse en brutalité tout ce que l'Union avait déjà imposé aux pays du Sud européen.

Certes, le gouvernement chypriote et la Troïka ont renoncé à taxer les petits déposants, et le sort réservé aux gros clients des banques chypriotes - qui perdront une bonne part de leurs avoirs financiers - ne mérite pas de larmes. Mais le plan, imposé par un ultimatum sans précédent de la BCE, épargne les banques européennes, en particulier la BCE, qui ont pourtant accompagné Chypre et ses banques dans l'édification d'un paradis offshore en zone euro. Le nouveau plan de l'Eurogroupe, visant à restructurer les deux principales banques, permet à la Troïka de se dispenser du vote du Parlement chypriote. Et ce sera la population chypriote qui paiera le plus lourd tribut à l'effondrement programmé de son économie.

Pour la première fois de l'histoire de la zone euro, la Banque centrale européenne a imposé ses vues à un pays souverain en le menaçant explicitement de l'expulser de la zone euro. Ce précédent est d'une extrême gravité.

Le 19 mars le Parlement chypriote avait refusé le plan concocté par son gouvernement conservateur et la Troïka. Dans un communiqué du 21 mars la BCE adressait un ultimatum au Parlement de Chypre : si vous n'acceptez pas notre plan avant le lundi 25 mars nous coupons la ligne de crédits d'urgence qui maintient à flot vos banques. La faillite des banques et l'interruption des prêts aurait conduit l'État chypriote à devoir les recapitaliser par ses propres moyens, probablement en sortant de l'euro pour recréer une monnaie nationale.

Bien sûr, le système bancaire chypriote était un refuge pour des oligarques, pas seulement russes, à la recherche d'une fiscalité complaisante. Mais l'Union européenne n'avait jamais vraiment trouvé à y redire, au nom de la concurrence (fiscale) libre et non faussée. La taxation des dépôts supérieurs à 100 000 euros, en soi plutôt une bonne idée, va provoquer une fuite des capitaux et un effondrement de l'économie chypriote, trop dépendante de ses banques. Cette mesure va aussi accélérer la fuite des capitaux qui a déjà commencé depuis les autres pays du Sud européen vers l'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg... La crise va s'aggraver, et la sortie de Chypre de la zone euro pourrait n'être que retardée de quelques mois.

Quand le commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn, déclare qu'il « *fera tout son possible pour alléger les conséquences sociales* » de ce plan, il se moque ouvertement du monde. La Commission ne fait rigoureusement rien pour aider les peuples des pays en difficulté, bien au contraire, puisqu'elle continue à leur imposer des programmes d'austérité sans fin destinés à satisfaire les marchés financiers.

A Chypre comme ailleurs en Europe, il faudrait pourtant de toute urgence des financements massifs appuyés par la Banque centrale européenne pour enclencher la transition énergétique et créer des emplois. Avec une annulation de la dette et une socialisation des banques, il serait ainsi possible de refonder la zone euro et lui redonner un avenir *... Tout à l'inverse des diktats de la Troïka, qui au-

delà de Chypre, visent clairement à décourager tout velléité des peuples grecs, portugais ou espagnols de relever la tête.

Attac France, le 25 mars 2013

* Ces alternatives progressistes aux diktats de la Troïka sont portées par Attac et de nombreuses organisations syndicales, associatives et réseaux européens participant à la préparation d'un Alter Sommet des mouvements sociaux les 7 et 8 juin à Athènes. Pour en savoir plus :

<http://www.france.attac.org/articles/construisons-ensemble-une-campagne-de-terrain-pour-une-autre-europe>
